

PUBLICATION PERIODIQUE

Sociétés Commerciales et Industrielles (Comptes intermédiaires)



GROUPE PARTOUCHE

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 193 631 182 €

Siège social : 141 bis Rue de Saussure 75 017 PARIS

588 801 464 R.C.S. Paris

Exercice social : du 1^{er} Novembre 2013 au 30 AVRIL 2014

INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 AVRIL 2014

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

SOMMAIRE

	PAGES
A - . ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
B - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 AVRIL 2014	4
C- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2014	22
D- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE - SEMESTRE CLOS AU 30 AVRIL 2014	27



GROUPE PARTOUCHE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 193 631 182 euros
Siège social : 141 bis, rue de Saussure, 75017 Paris
588 801 464 RCS Paris

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Fabrice PAIRE, Président du directoire.

2. Attestation

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat du Groupe Partouche, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre partie liées »

Fait à Paris le 25 juin 2014

Fabrice PAIRE
Président du Directoire

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 AVRIL 2014

• COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL

COMPTE DE RESULTAT En milliers d'euros (sauf les données par action)	Notes	30 avril 2014 Semestre	30 avril 2013 Semestre Retraité *	31 octobre 2013 Annuel Retraité *
Chiffre d'affaires	12-13	207 736	219 669	436 378
Achats et charges externes	12-13	(68 005)	(69 468)	(141 583)
Impôts et taxes	12-13	(10 125)	(9 883)	(19 522)
Charges de personnel	12-13	(91 847)	(99 020)	(195 516)
Amortissements et dépréciations sur immobilisations		(18 911)	(20 779)	(40 733)
Autres charges et produits opérationnels courants	12-13-14	(4 177)	(3 231)	(8 297)
Résultat opérationnel courant	12-13	14 670	17 287	30 727
Autres charges et produits opérationnels non courants	14	(25)	222	(2 498)
Résultat sur cession de participations consolidées	15	19 265	(35)	9
Dépréciation des actifs non courants		-	-	(11 961)
Résultat Opérationnel non courant		19 240	187	(14 450)
Résultat Opérationnel		33 910	17 474	16 277
Résultat Financier	16	(4 286)	(4 086)	(10 438)
Résultat avant impôt		29 624	13 388	5 840
Impôts sur les bénéfices		(1 492)	(2 978)	(6 264)
Impôt de CVAE		(1 825)	(2 302)	(3 930)
Résultat après impôt		26 307	8 107	(4 354)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		(1)	(68)	(89)
Résultat Net Total		26 306	8 039	(4 443)
Dont part du Groupe		22 276	3 604	(13 313)
Dont part des minoritaires		4 030	4 435	8 869
Résultat net par action part du Groupe		0,23	0,04	(0,14)
Dividende distribué par action			-	-
Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action		96 641 240	96 679 793	96 648 161

(*) Le terme Retraité est relatif au retraitement rétroactif des comptes annuels 31/10/2012 et 31/10/2013, et comptes semestriels 30/04/2013, dans le cadre de la 1^{ère} application de la norme IAS19 révisée à l'occasion de l'arrêté semestriel au 30/04/2014, comme exposé en Faits marquants et détaillé en Note 2.

• ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE En milliers d'euros	30 avril 2014 Semestre	30 avril 2013 Semestre retraité *	31 octobre 2013 Annuel retraité *
Résultat net total	26 306	8 039	(4 443)
Variation de la juste valeur des instruments financiers nette d'impôts (part efficace)	294	262	813
Autres éléments du résultat global	313	(248)	(329)
Autres éléments du Résultat Global (Eléments recyclables en Résultat Net)	607	14	484
Réévaluations du passif au titre des prestations définies (IAS19 révisée), impact net d'impôts	147	258	241
Autres éléments du Résultat Global (Eléments non recyclables en Résultat Net)	147	258	241
Résultat global total	27 060	8 312	(3 718)
Résultat global part du Groupe	22 842	4 026	(12 333)
Résultat global part des minoritaires	4 218	4 286	8 615

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

• ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 AVRIL 2014 (VALEURS NETTES)

ACTIF NET En milliers d'euros	Notes	30 avril 2014	31 octobre 2013 retraité *
Immobilisations incorporelles		5 842	9 050
Ecart d'acquisition	4	299 047	302 529
Immobilisations corporelles		280 045	301 658
Participations dans des sociétés mises en équivalence		-	-
Autres actifs financiers non courants	5	4 330	4 405
Impôts différés actifs		2 381	2 160
Autres actifs non courants		3 393	2 093
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		595 038	621 895
Stocks et en-cours		3 046	3 119
Clients et autres débiteurs	6	27 705	30 146
Créances d'impôt sur les bénéfices		7 901	6 980
Instruments financiers dérivés		-	-
Autres actifs courants		12 416	13 206
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	146 817	112 553
TOTAL ACTIFS COURANTS		197 886	166 004
Actifs destinés à être cédés	18	26 121	16 376
TOTAL ACTIF NET		819 046	804 275

PASSIF En milliers d'euros	Notes	30 avril 2014	31 octobre 2013 retraité *
Capital social		193 631	193 631
Actions propres		(336)	(396)
Primes liées au capital		9 411	9 411
Réserves consolidées		99 974	112 169
Réserves de conversion		1 654	2 146
Résultat de la période		22 276	(13 313)
CAPITAUX PROPRES GROUPE		326 610	303 649
INTERETS MINORITAIRES		24 963	30 022
TOTAL CAPITAUX PROPRES		351 574	333 671
Dettes financières non courantes	8	188 863	198 705
Engagements envers le personnel		10 657	10 844
Autres provisions non courantes		4 198	4 756
Impôts différés passifs		33 665	34 513
Autres passifs non courants	9	8 227	9 412
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		245 610	258 231
Instruments financiers dérivés		-	-
Dettes financières courantes	8	87 079	73 146
Engagements envers le personnel courant		293	183
Provisions courantes		2 702	2 506
Fournisseurs et autres créditeurs	10	101 304	102 773
Dettes d'impôt courant	11	28 315	28 115
Autres passifs courants	9	2 168	1 678
TOTAL PASSIFS COURANTS		221 861	208 400
Passifs destinés à être cédés	18		3 973
TOTAL PASSIF		819 046	804 275

Nombre d'actions en circulation au 30 avril 2014 (hors actions propres) : 96 672 612
 Nombre d'actions en circulation au 31 octobre 2013 (hors actions propres) : 96 553 106

Tableau de flux financiers consolidés semestriels

En milliers d'euros	30 avril 2014 Semestre	30 avril 2013 Semestre retraité *	31 octobre 2013 Annuel retraité *
Résultat net total	26 306	8 039	(4 443)
Ajustements :			
Elimination de la quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	1	68	89
Elimination de la charge (produit) d'impôt	3 317	5 280	10 193
Elimination des amortissements et provisions	18 399	20 120	53 064
Elimination des profits et pertes de réévaluation à la juste valeur	-	(7)	-
Elimination des résultats de cessions d'actifs	(19 336)	(183)	2 450
Elimination des charges (produits) d'intérêt nettes	4 986	4 763	9 396
Elimination des produits de dividendes	(108)	-	-
Incidence de la variation du BFR	(11)	(10 226)	(13 099)
Intérêts versés	(216)	(4 911)	(8 245)
Impôts payés	(5 123)	(7 101)	(10 144)
Flux de trésorerie d'exploitation des activités en cours de cession	-	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	28 214	15 842	39 262
Acquisition de titres de participations nette de trésorerie acquise	-	(250)	(244)
Cession de sociétés consolidées, sous déduction de la trésorerie cédée	22 843	16	194
Incidence des autres variations de périmètre	-	(6)	(7)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(71)	(254)	(317)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(11 143)	(13 300)	(24 088)
Acquisition d'actifs financiers	-	-	-
Prêts et avances consentis	(173)	(711)	(902)
Cession d'immobilisations incorporelles	70	20	23
Cession d'immobilisations corporelles	1 822	580	2 611
Cession d'actifs financiers	76	18	18
Remboursements reçus sur prêts	196	245	648
Intérêts encaissés	65	147	310
Dividendes reçus	-	-	-
Variation nette des placements court terme	-	-	-
Flux de trésorerie d'investissement des activités en cours de cession	-	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	13 686	(13 494)	(21 753)
Augmentation de capital souscrite par les intérêts minoritaires	-	-	-
Cession nette d'actions propres	107	-	(59)
Emission d'emprunts	-	427	427
Remboursements des dettes bancaires	-	(12 476)	(13 528)
Remboursement des autres dettes financières	(297)	(631)	(781)
Dépôt non disponible sur cession d'actif	-	(8 000)	(8 000)
Dividendes payés aux minoritaires	(7 689)	(7 933)	(9 067)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(7 879)	(28 612)	(31 009)
Incidence de la variation des taux de change	248	(181)	(12)
Incidence des changements de principes comptables	-	-	-
Variation de la trésorerie	34 269	(26 446)	(13 512)
Trésorerie d'ouverture	112 544	126 057	126 057
Trésorerie de clôture	146 813	99 611	112 544

Les commentaires sur tableau de flux sont en partie B du rapport semestriel.

La trésorerie de clôture de 146 813 K€ correspond au poste Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif, soit un montant de 146 817 K€ minoré de la trésorerie passive pour (4 K€).

• **TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES SEMESTRIELS**

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Actions Propres	Primes liées au capital	Réserves Consolidées et résultat de l'exercice	Réserves de conversion groupe	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Capitaux propres au 31 octobre 2012 retraité *	193 631	(169)	9 411	111 060	2 217	316 150	30 531	346 681
Résultat du 1er semestre 2013	-	-	-	3 604	-	3 604	4 435	8 039
Variation de la juste valeur des instruments financiers nets d'impôts (part efficace)	-	-	-	262	-	262	-	262
Réévaluations du passif au titre des prestations définies (IAS19 révisée)	-	-	-	257	-	257	2	258
Autres éléments du résultat Global	-	-	-	-	(97)	(97)	(151)	(248)
Résultat Global	-	-	-	4 123	(97)	4 026	4 286	8 312
Distribution de dividendes	-	-	-	1	-	-	(9 068)	(9 068)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	(159)	-	46	-	(114)	(15)	(128)
Capitaux propres au 30 avril 2013 retraité *	193 631	(328)	9 411	115 228	2 120	320 062	25 734	345 797
Résultat du second semestre 2013	-	-	-	(16 917)	-	(16 917)	4 435	(12 482)
Variation de la juste valeur des instruments financiers nets d'impôts (part efficace)	-	-	-	551	-	551	-	551
Réévaluations du passif au titre des prestations définies (IAS19 révisée)	-	-	-	(19)	-	(19)	2	(18)
Autres éléments du résultat Global	-	-	-	-	26	26	(108)	(81)
Résultat Global	-	-	-	(16 385)	26	(16 359)	4 329	(12 030)
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	(68)	-	13	-	(55)	(41)	(96)
Capitaux propres au 31 octobre 2013 retraité *	193 631	(396)	9 411	98 856	2 146	303 649	30 022	333 671
Résultat du 1er semestre 2014	-	-	-	22 276	-	22 276	4 030	26 306
Variation de la juste valeur des instruments financiers nets d'impôts (part efficace)	-	-	-	294	-	294	-	294
Réévaluations du passif au titre des prestations définies (IAS19 révisée)	-	-	-	140	-	140	7	147
Autres éléments du résultat Global	-	-	-	-	133	133	181	313
Résultat Global	-	-	-	22 709	133	22 842	4 218	27 060
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	(9 274)	(9 274)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	60	-	684	(624)	120	(3)	117
Capitaux propres au 30 avril 2014	193 631	(336)	9 411	122 250	1 654	326 610	24 963	351 574

* Cf. Note 2

• NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

○ Faits marquants

Se reporter au paragraphe « Faits marquants » du Rapport semestriel d'activité 2014, qui développe les Faits marquants du semestre :

- Procédure de sauvegarde
- Processus de désinvestissement
- 1^{ère} application IAS 19 révisée et impacts rétroactifs

La période d'observation ouverte dans le cadre de la procédure de sauvegarde de Groupe Partouche SA a été renouvelée par jugement du 24 mars 2014, pour une nouvelle période de 6 mois soit jusqu'au 30 septembre 2014, dans l'attente de l'homologation par le Tribunal de commerce de Paris du Plan de sauvegarde adopté fin mars, à l'unanimité des membres des comités des établissements de crédit et assimilés et des principaux fournisseurs.

Concernant le risque financier attaché à la procédure, le lecteur pourra se référer utilement au Chapitre 4.1.1 Risque attaché à la procédure de sauvegarde du rapport annuel 2013,

A la date d'arrêtés des comptes, même si aucun élément ne permet de supposer que le plan de sauvegarde ne pourra être homologué, une incertitude pèse sur la continuité d'exploitation du Groupe, et, comme indiqué à l'occasion de la clôture annuelle 2013, en cas d'issue défavorable de la procédure de sauvegarde, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

L'ouverture et le renouvellement de la procédure de sauvegarde de Groupe Partouche SA sont sans impact sur les états financiers consolidés, arrêtés selon le principe de la continuité d'exploitation. Les dettes gelées jusqu'à l'issue de la période d'observation expirant le 30 septembre 2014, sont présentées, en terme de ventilation des parts courante et non courante, selon les échéanciers antérieurs à l'ouverture de cette procédure de sauvegarde.

○ Note 1 : Présentation Générale

Dans les notes aux états financiers ci-après, les termes « GROUPE PARTOUCHE », « le Groupe », définissent l'ensemble du Groupe et ses filiales consolidées. GROUPE PARTOUCHE SA définit la société mère du GROUPE PARTOUCHE.

GROUPE PARTOUCHE SA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier du code du commerce. Elle a son siège au 141 bis rue de Saussure à Paris 17^{ème} arrondissement et est cotée à la Bourse de Paris depuis Mars 1995.

GROUPE PARTOUCHE, la société et ses filiales, sont organisées autour des métiers du Casino, hôtels et jeux en ligne.

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été arrêtés par le directoire de GROUPE PARTOUCHE SA le 16 juin 2014.

○ Note 2 : Principes comptables et méthodes d'évaluation

1-Référentiel

Les états financiers semestriels consolidés résumés au 30 avril 2014 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Etats financiers intermédiaires », norme du référentiel IFRS telle qu'adoptée dans l'union Européenne. S'agissant d'états financiers résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 octobre 2013, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne à cette date. Ainsi, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers consolidés semestriels dits résumés ou condensés.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne au 30 avril 2014 est disponible à la rubrique Normes et interprétations IAS/IFRS, SIC et IFRIC adoptées par la Commission sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Les méthodes comptables et principes d'évaluation appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires au 30 avril 2014 sont identiques à ceux mis en œuvre dans les états financiers annuels au 31 octobre 2013 à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur à la date d'ouverture du présent semestre.

- **Normes et interprétations appliquées par le Groupe au 1^{er} novembre 2013:**
 - Amendements d'IAS 12 – Impôts sur les résultats – Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents (applicable 01/11/2013) ;
 - Amendements à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir- Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » (applicable 01/11/2013)
 - IAS 19 Révisée « Avantages au personnel – régimes à prestations définies » (applicable 01/11/2013).

Seule la norme IAS19 Révisée a un impact sur la présentation des états financiers, présenté au point 2 ci-dessous.

- **Normes et interprétations adoptées ou en cours d'adoption par l'Union européenne et non appliquée par anticipation par le Groupe au 1^{er} novembre 2013 :**
 - Amendements d'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » (applicable 01/11/2014)
 - IAS 28 révisée « Participations dans les entreprises associées et les coentreprises » (applicable 01/11/2014) ;
 - IFRS 10 « Etats financiers consolidés » (applicable 01/11/2014) ;
 - IFRS 11 « Accords conjoints » (applicable 01/11/2014) ;
 - IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » (applicable 01/11/2014) ;
 - IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » (applicable 01/11/2014) ;
 - IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 – Classification et évaluation des actifs financiers, et complément – Option à la juste valeur pour les passifs financiers) (applicable 01/11/2015) ;

2. Première application de la norme IAS19 Révisée : impact

Le Groupe évalue et enregistre chaque semestre une provision correspondant aux avantages postérieurs à l'emploi, au titre des plans à prestations définies. Cette provision, calculée annuellement selon la méthode des unités de crédits projetées (cf. modalités d'évaluation au paragraphe « Avantages au personnel » chapitre 20, Note 2 du rapport annuel 2013), et scindée entre part courante et part non courante, varie annuellement par le résultat de l'exercice.

A compter du 1^{er} novembre 2013, les variations annuelles de la provision sont constatées pour partie en résultat net, et pour partie en capitaux propres (autres éléments du résultat global, part non recyclable), en fonction des différentes composantes du coût des prestations définies :

- **comptabilisation en résultat net :**
 - du coût des services rendus / passés au cours de la période
 - des intérêts nets sur le passif net au titre des prestations définies
- **comptabilisation en capitaux propres (autres éléments du résultat global, part non recyclable) :**
 - des réévaluations du passif net au titre des prestations définies, notamment constituées des écarts actuariels.

Conformément à la norme, l'application a été effectuée de manière rétroactive à compter des exercices ouverts au 1^{er} novembre 2011. L'impact du retraitement sur les précédentes clôtures annuelles et semestrielles est présenté ci-dessous sur les différents agrégats financiers retraités, au regard des impacts constatés au 30 avril 2014 :

2.1 Impact de présentation du compte de Résultat Consolidé

- **Impact sur les charges de personnel**

En milliers d'Euros	30 Avril 2014	30 Avril 2013	31 octobre 2013	31 octobre 2012
Impact sur les Charges de personnel	(218)	(384)	(350)	1.081

- **Impact sur l'impôt sur les bénéfices**

En milliers d'Euros	30 Avril 2014	30 Avril 2013	31 octobre 2013	31 octobre 2012
Impact sur l'impôt	71	126	109	(347)

- **Impact sur le Résultat net**

En milliers d'Euros	30 Avril 2014	30 Avril 2013	31 octobre 2013	31 octobre 2012
Impact sur le résultat net	(147)	(258)	(241)	734

2.2 Impact sur les réserves consolidées

- **Part du Groupe**

En milliers d'Euros	30 Avril 2014	30 Avril 2013	31 octobre 2013	31 octobre 2012
Impact sur les Réserves consolidées Groupe	140	257	237	(705)

- **Intérêts minoritaires**

En milliers d'Euros	30 Avril 2014	30 Avril 2013	31 octobre 2013	31 octobre 2012
Impacts sur les Réserves consolidées hors Groupe	7	2	3	(29)

2.3 Impact sur le tableau de flux de trésorerie

- **Impact sur les postes du flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles**

En milliers d'Euros	2014.04	2013.04	2013.10	2012.10
Impact sur le Résultat net total	(147)	(258)	(241)	734
Impact sur l'Elimination de la charge (produit) d'impôt	(71)	(126)	(109)	347
Impact sur l'Elimination des amortissements et provisions	218	384	350	(1 081)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-	-	-	-

3. Jugements et principes comptables de l'arrêté semestriel

- **Les écarts d'acquisition**

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de perte de valeur annuels ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur identifiés. Les indices de perte de valeur avérés et permanents sont pris en compte le cas échéant dans l'arrêté semestriel.

- **Résultat Opérationnel Courant**

Cet agrégat correspond au résultat opérationnel avant prise en compte de dépréciation d'écarts d'acquisition et des autres produits et charges opérationnels non courants définis de la manière suivante : Résultat net de cessions d'éléments d'actifs, et les éléments inhabituels correspondants à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature, ou leur montant.

○ Note 3 : Evolution du périmètre de consolidation

Le tableau ci-dessous résume le nombre d'entités consolidées par intégration globale, proportionnelle, et par mise en équivalence.

Nombre de sociétés	30 avril 2014			31 octobre 2013		
	France	Zone Euro (hors France)	Etranger	France	Zone Euro (hors France)	Etranger
Sociétés intégrées globalement	89	10	7	90	13	8
Sociétés intégrées proportionnellement	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	-	1	-	-	1	1
TOTAL	89	11	7	90	14	9

• Sortie de périmètre

Au début du 1^{er} semestre 2014, Groupe Partouche a cédé les sociétés des Casinos de Knokke, Dinant, et Hauteville, et la société belge SIKB Immos. Ces sociétés étaient traitées en IFRS5 « Actifs – Passifs destinés à être cédés » au 31 octobre 2013.

La société d'exploitation du casino de RENO, sans activité, a été liquidée au 30 avril 2014, suite à la cession totale de ses actifs immobiliers sur le semestre. Les impacts de la cession des actifs immobiliers et de la liquidation ayant été anticipés à l'occasion de la dernière clôture annuelle, les impacts sur le résultat semestriel de ces opérations sont non significatifs.

Enfin, le groupe Partouche s'est trouvé confronté à la non délivrance, par les dirigeants de la société International Casino of Madrid, des comptes de cette société jusqu'alors mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe. Cette situation a conduit le Groupe à constater une perte de contrôle sur cette société, et a par conséquent décidé de déconsolider cette société au 1^{er} novembre 2013 (impact non significatif sur le résultat du semestre).

○ Note 4 : Suivi de la valeur des écarts d'acquisition

• Ventilation des Ecart d'Acquisition par activités

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Casinos	283 859	283 859
Hôtels	3 072	6 553
Interactive	180	180
Autres	11 936	11 936
TOTAL	299 047	302 529

○ Note 5 : Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Titres de participations non consolidés	2 742	2 797
Autres actifs financiers	1 588	1 608
Autres actifs financiers non courants	4 330	4 405

• Titres de participation non consolidés

En milliers d'euros	Valeur Brute 30 avril 2014	Dépréciation 30 avril 2014	Valeur Nette 30 avril 2014	Valeur Nette 31 octobre 2013
Sociétés non consolidées détenues à + de 50%	406	(406)	-	-
Sociétés non consolidées détenues de 20 à 50%	2 147	(2 064)	83	140
Sociétés non consolidées détenues à moins de 20%	4 005	1 346	2 659	2 657
TOTAL	6 558	3 816	2 742	2 797

○ **Note 6 : Clients et autres débiteurs**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Clients	20 452	22 128
Provisions sur clients	(8 965)	(8 751)
Autres débiteurs	39 006	39 738
Provisions sur autres débiteurs	(22 788)	(22 969)
Total Clients et autres débiteurs	27 705	30 146

Détail des « Autres débiteurs »

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Fournisseurs : avances et acomptes	1 153	591
Créances sur personnel – avances et acomptes	200	125
Créances sur organismes sociaux	841	419
Créances fiscales - hors impôt sur les bénéfices	6 399	8 696
Comptes courants – actif	14 456	14 363
Créances sur cessions d'immobilisations corporelles	-	-
Créances sur cessions de titres	579	179
Autres créances	10 855	12 130
Dividendes à recevoir	108	-
Produits à recevoir divers	4 416	3 236
Total des autres débiteurs	39 006	39 738

○ **Note 7 : Trésorerie et équivalents de trésorerie**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Actifs financiers de gestion de trésorerie immédiatement négociables	54 522	18 066
Disponibilités	92 295	94 487
Trésorerie et équivalents de trésorerie	146 817	112 553

La trésorerie du groupe est notamment alimentée par les casinos qui, à la clôture de chaque mois, doivent disposer d'un montant équivalent au prélèvement sur les jeux (cf. Note 11 Dettes d'impôts courants).

En outre, la réglementation, attachée au secteur casinotier suisse, n'autorise pas ces établissements à déplacer leur trésorerie disponible, sauf en cas de versement de dividendes. Cela concerne deux casinos du groupe (casino du lac Meyrin et casino de Crans Montana) qui disposent à la clôture d'une trésorerie nette des prélèvements de 16.9 M€ au 30 avril 2014 (14,6M€ au 30 avril 2013 et 25,1 M€ au 31 octobre 2013).

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Trésorerie active et équivalents de trésorerie	146 817	112 553
Trésorerie passive	(4)	(9)
Neutralisation provision pour dépréciation	-	-
Trésorerie du tableau de flux	146 813	112 544

Détail des actifs financiers de gestion de trésorerie

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
SICAV de trésorerie et autres placements immédiatement disponibles	54 522	18 066
Fonds Communs de Placement	-	-
Intérêts courus / SICAV & FCP	-	-
Provision pour dépréciation	-	-
Actifs financiers de gestion de trésorerie	54 522	18 066

Détail des disponibilités

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Banques	80 401	83 057
Caisses	11 666	11 290
Intérêts à recevoir	228	140
Disponibilités	92 295	94 487

Trésorerie nette des prélèvements

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	146 817	112 553
- Prélèvements jeux	(28 100)	(28 115)
= Trésorerie nette	118 717	84 438

○ Note 8 – Dettes financières courantes et non courantes

• Ventilation des dettes financières

En milliers d'euros	Part courante 30 avril 2014	Part non courante 30 avril 2014	Total 30 avril 2014	Part courante 31 octobre 2013	Part non courante 31 octobre 2013	Total 31 octobre 2013
Emprunts bancaires	79 820	153 908	233 728	69 820	163 908	233 728
Intérêts courus sur emprunts	6 009		6 009	1 464	-	1 464
Crédit-bail retraité				-	-	-
Comptes bancaires créditeurs	4		4	9	-	9
Sous total : dettes bancaires	85 833	153 908	239 741	71 293	163 908	235 201
Autres emprunts et dettes	-	31 898	31 898	-	31 608	31 608
Participation des salariés	545	2 817	3 362	880	2 798	3 678
Dépôts et cautionnements	28	117	145	14	111	125
Dettes sur titres de participation	-	4	4	-	4	4
Juste valeur des instruments financiers	674	119	793	958	276	1 234
Total	87 079	188 863	275 942	73 146	198 705	271 851

Le capital restant dû au titre du crédit syndiqué (233 728 K€) est gelé jusqu'à l'issue de la procédure de sauvegarde, et les états financiers consolidés sont présentés, en terme de ventilation des parts courante et non courante de la dette, selon l'échéancier de remboursement antérieur à l'ouverture de la procédure (tel que prévu par le contrat bancaire et ses avenants).

La procédure de sauvegarde qui bloque le paiement des intérêts du crédit syndiqué, explique la hausse du poste Intérêts courus sur emprunts.

Le poste Autres emprunts et dettes comprend d'une part une avance de Financière Partouche envers Groupe Partouche SA de 25,4 M€, et d'autre part le compte courant 'accessoire' à cette avance, constitué du solde des intérêts attachés à l'avance pour un montant de 6,5 M€.

• Echéances des dettes financières

En milliers d'euros au 30 avril 2014	TOTAL	- 1 AN	1 à 5 ANS	+ 5 ANS
Emprunts bancaires	233 728	79 820	153 908	-
Intérêts courus sur emprunts	6 009	6 009	-	-
Crédit-baux retraités	-	-	-	-
Comptes bancaires créditeurs	4	4	-	-
Autres emprunts et dettes	31 898	-	31 898	-
Participations des salariés	3 362	545	2 624	193
Dépôts et cautionnements	145	28	50	67
Dettes sur titres de participation	4	-	4	-
Juste valeur des instruments financiers	793	674	119	-
Total	275 942	87 079	188 603	260

Rappel des échéances des dettes financières à la clôture de l'exercice précédent :

En milliers d'euros au 31 octobre 2013	TOTAL	- 1 ANS	1 à 5 ANS	+ 5 ANS
Emprunts bancaires	233 728	69 820	163 908	-
Intérêts courus / emprunts	1 464	1 464	-	-
Crédit-baux retraités	-	-	-	-
Comptes bancaires créditeurs	9	9	-	-
Autres emprunts et dettes	31 608	-	31 608	-
Participations des salariés	3 678	880	2 563	235
Dépôts et cautionnements	125	14	50	61
Dette sur titres de participation	4	-	4	-
Juste valeur des instruments financiers	1 234	958	276	-
Total	271 851	73 146	198 409	296

• **Variation du poste Emprunts bancaires**

En milliers d'euros	31 octobre 2013	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30 avril 2014
Emprunts Bancaires	233 728				233 728

Un crédit syndiqué de 234 M€ constitue le seul emprunt bancaire du Groupe :

Montant du crédit à l'origine : 431 000 K€.

Capital restant dû à la clôture : 233 728 K€.

Modalités de remboursement :

L'encours de capital restant dû est divisé en trois tranches ; le produit net des cessions d'actifs vient rembourser par anticipation prioritairement la tranche A, pour son échéance la plus proche.

A la clôture au 30 avril 2014 l'encours est le suivant (en milliers d'euros):

Echéances au	Tranche A	Tranche B	Tranche C	Total
30/04/2014	94 903	50 000	88 825	233 728

Taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt annuels distingués par tranche sont les suivants :

Tranche A : taux Euribor de la période concernée majoré de la marge de la banque, égale à 4,0 % l'an, puis à 3,0 % dès lors que l'amortissement aura atteint 30 millions d'euros, puis à 2,5 % dès lors que l'amortissement aura atteint 60 millions d'euros. Le montant amorti de la Tranche A au 30 avril 2014, s'élève à 5,2 M€, est inférieur au seuil de 30 M€ et la marge en vigueur est donc de 4 % l'an.

Tranche B : taux Euribor de la période concernée majoré de la marge de la banque égale à 3,0% l'an.

Tranche C : taux Euribor de la période concernée majoré de la marge de la banque égale à 3,25% l'an.

Garanties

Jusqu'à l'ouverture le 30 septembre 2013 d'une procédure de sauvegarde relative à la SA Groupe Partouche, le crédit syndiqué comportait différentes clauses dont le non-respect pouvait entraîner l'exigibilité immédiate du crédit (cf. détail dans les précédents documents de référence), à savoir :

- des ratios financiers (covenants) de couverture des frais financiers, des charges fixes et de l'endettement sur un rythme semestriel et une base glissante des douze derniers mois,
- une limite d'investissements annuels autofinancés s'élevant à 30 M€,
- une limite d'endettement en valeur absolue.

Par ailleurs, était présente une clause prévoyant l'affectation d'une part du cash flow excédentaire consolidé au désendettement.

L'ensemble de ces clauses ci-dessus décrites ne sont plus applicables compte tenu de l'ouverture au 30 septembre 2013 de la procédure de sauvegarde de Groupe Partouche SA.

Restent en vigueur les nantissements de titres donnés en garantie.

- **Analyse par taux d'intérêt des Emprunts bancaires à la clôture**

En milliers d'euros hors intérêts courus	Avant couverture de taux 30 avril 2014	Après couverture de taux 30 avril 2014	Avant couverture de taux 31 octobre 2013	Après couverture de taux 31 octobre 2013
Emprunts bancaires à taux fixe	-	110 000	-	110 000
Emprunts bancaires à taux variable	233 728	123 728	233 728	123 728
Emprunts bancaires à la clôture	233 728	233 728	233 728	233 728
Taux d'intérêt moyen fixe		4,52%	-	4,52%
Taux d'intérêt moyen variable	3,92%*	4,09%*	3,73%*	3,86%*
Taux d'intérêt moyen pondéré à la clôture	3,92%*	4,29%*	3,73%*	4,17%*

*Les taux indiqués sont calculés avec les pénalités de retard de paiement

Au 30 avril 2014, l'encours des emprunts à taux variable représente la totalité des emprunts. Compte tenu de la forte exposition à la variabilité des taux et pour se protéger du risque de hausse de taux, Groupe Partouche a contracté les couvertures de taux suivantes.

Un tunnel de 50 M€ à départ au 31 juillet 2012 et à échéance 31 octobre 2014 : les bornes sont de 0.99%-1.99%.

Un swap de 30 M€ au départ 31 juillet 2012 à échéance 31 octobre 2015 à 1.35%.

Un swap de 30 M€ départ 31 octobre 2013 à échéance 31 octobre 2014 à 0.90%

La comptabilisation de ces couvertures et l'utilisation de la comptabilité de couverture sont documentées dans le Rapport annuel 2013, Chapitre 20, Note 2 « Principes comptables » paragraphe « Instruments financiers dérivés » et en Note 26 « Résultat financier ». Au 30 avril 2014 tous les instruments de couverture ont été jugés « hautement efficaces » au sens de la norme IAS 39.

- **Endettement net à la clôture**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Emprunts bancaires et crédit-baux retraités	233 728	233 728
Intérêts courus	6 009	1 464
Emprunts et dettes financières divers	31 898	31 608
Instruments financiers actifs	-	-
Instruments financiers passifs	793	1 234
Concours bancaires	4	9
Endettement brut	272 432	268 043
Trésorerie nette des prélèvements (cf. note 7)	118 717	84 438
Endettement net	153 715	183 605

- **Note 9 – Autres passifs courants et non courants**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Dettes envers les fournisseurs d'immobilisations - part non courante	1 863	2 955
Produits constatés d'avance - part non courante	5 810	6 043
Autres	554	414
Autres passifs non courants	8 227	9 412
Produits constatés d'avance - part courante	2 168	1 678
Autres passifs courants	2 168	1 678

Les Produits constatés d'avance sont principalement composés de subventions d'investissements.

○ **Note 10 – Fournisseurs et autres créditeurs**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Clients, avances & acomptes reçus	3 921	3 893
Dettes fournisseurs	23 210	25 183
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	7 289	5 209
Personnel	3 192	4 187
Participation des salariés	1 403	3 164
Organismes sociaux	7 782	8 600
Congés payés	19 094	17 543
Prélèvements à employer	4 522	4 054
Comptes courants passifs & associés	707	685
Etat TVA	1 838	3 263
Etat Charges à payer	8 711	8 718
Divers	19 635	18 273
TOTAL	101 304	102 773

○ **Note 11 - Dettes d'impôts courants**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Etat – Prélèvements jeux	28 100	28 115
Etat – Impôt sur les bénéfices	215	-
TOTAL	28 315	28 115

○ **Note 12 – Passage du Résultat Opérationnel Courant à EBITDA**

• **Passage du Résultat Opérationnel Courant à EBITDA au 30 avril 2014.**

En milliers d'euros	ROC 2014.04	Retraitement Reclassement	EBITDA 2014.04
Chiffre d'affaires	207 736	-	207 736
Achats et charges externes	(68 005)	1 413	(66 592)
Impôts et taxes	(10 125)	204	(9 921)
Charges de personnel	(91 847)	828	(91 019)
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	(18 911)	18 911	-
Autres produits & Charges opérationnels - Courants	(4 177)	(91)	(4 268)
Passage du ROC à EBITDA	14 670	21 266	35 936

• **Passage du Résultat Opérationnel Courant à EBITDA au 30 avril 2013 retraité.**

En milliers d'euros	ROC 2013.04 retraité	Retraitement Reclassement	EBITDA 2013.04
Chiffre d'affaires	219 669	-	219 669
Achats et charges externes	(69 468)	244	(69 224)
Impôts et taxes	(9 883)	(299)	(10 182)
Charges de personnel	(99 020)	454	(98 566)
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	(20 779)	20 779	-
Autres produits & Charges opérationnels - Courants	(3 231)	(686)	(3 917)
Passage du ROC à EBITDA	17 287	20 492	37 780

- **Passage du Résultat Opérationnel Courant à l'EBITDA au 31 octobre 2013 retraité.**

En milliers d'euros	ROC 2013.10	Retraitement Reclassement	EBITDA 2013.10
Chiffre d'affaires	436 378	-	436 378
Achats et charges externes	(141 583)	1 336	(140 247)
Impôts et taxes	(19 522)	(418)	(19 940)
Charges de personnel	(195 516)	1 003	(194 513)
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	(40 733)	40 733	-
Autres produits & Charges opérationnels - Courants	(8 297)	(1 347)	(9 644)
Passage du ROC à EBITDA	30 727	41 307	72 034

- **Note 13 - Informations Sectorielles**

En application d'IFRS 8 « secteurs opérationnels », les secteurs d'activités présentés sont fondés sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs d'activités. Le groupe est géré en quatre secteurs :

- Le secteur Casinotier qui regroupe les activités d'exploitation de jeux, de restauration et de spectacles.
- Le secteur Hôtelier qui regroupe les métiers spécialisés dans les activités d'hébergement
- Le secteur Interactive qui regroupe l'ensemble des activités concourant à l'organisation et l'exploitation des jeux sur des supports médias en France (TV, internet,...).
- Le secteur autres activités du Groupe incluent notamment celle de Groupe Partouche SA, tête de groupe, et l'ensemble des autres activités secondaires (holdings, thermes, et sociétés immobilières).

Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant. Le résultat opérationnel courant affecté au secteur « Autres activités » est essentiellement composé des charges externes, charges de personnel et amortissements de la société consolidante Groupe Partouche SA ; des différentes sous-holdings du Groupe ; des sociétés immobilières du Groupe, et enfin de la société exploitant les Thermes d'Aix-en-Provence.

Le résultat courant opérationnel de l'activité liée aux jeux en ligne en Belgique, est présenté dans le secteur « Casinos ». Il constitue une activité de la branche casino de ces sociétés. Pour rappel, la licence de jeux online n'est octroyée en Belgique qu'à un exploitant d'un casino physique. Les données sectorielles présentées ci-dessous sont retraitées des opérations intra-groupes. Elles présentent donc le contributif net d'intra-groupes des différents secteurs d'activités du Groupe.

- **Résultat opérationnel courant par Secteur d'activités**

En milliers d'euros	CASINOS			HOTELS			INTERACTIVE			AUTRES			TOTAL		
	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité
Chiffre d'affaires	191 583	201 455	390 036	9 828	11 025	33 166	1 763	5 044	7 803	4 562	2 144	5 373	207 736	219 669	436 378
Achats et charges externes	(51 256)	(51 891)	(106 759)	(4 704)	(5 090)	(11 995)	(2 920)	(4 895)	(8 660)	(9 126)	(7 591)	(14 169)	(68 005)	(69 468)	(141 583)
Impôts et taxes	(8 415)	(8 465)	(16 719)	(740)	(824)	(1 586)	(211)	(320)	(209)	(760)	(274)	(1 008)	(10 125)	(9 883)	(19 522)
Charges de personnel	(80 190)	(84 942)	(167 209)	(6 085)	(6 776)	(15 466)	(1 956)	(3 495)	(5 519)	(3 616)	(3 807)	(7 321)	(91 847)	(99 020)	(195 516)
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	(14 667)	(15 961)	(31 650)	(1 525)	(1 517)	(3 038)	(659)	(998)	(1 799)	(2 059)	(2 303)	(4 246)	(18 911)	(20 779)	(40 733)
Autres produits & charges opérationnels courants	(4 378)	(4 234)	(9 078)	(9)	235	108	(107)	557	38	317	210	635	(4 177)	(3 231)	(8 297)
Résultat Opérationnel Courant	32 676	35 963	58 621	(3 236)	(2 947)	1 189	(4 088)	(4 107)	(8 346)	(10 682)	(11 622)	(20 737)	14 670	17 287	30 727

- **Eléments de Bilan répartis par secteur d'activité**

En milliers d'euros	Actifs sectoriels		Dont MEE	
	30 avril 2014	31 octobre 2013 retraité	30 avril 2014	31 octobre 2013 retraité
CASINOS	603 954	627 410	-	-
HOTELS	42 547	43 306	-	-
INTERACTIVE	10 377	10 842	-	-
AUTRES	162 167	122 718	-	-
TOTAL	819 046	804 275	-	-

En milliers d'euros	Passifs sectoriels	
	30 avril 2014	31 octobre 2013 retraité
CASINOS	151 084	155 010
HOTELS	11 009	9 455
INTERACTIVE	7 813	7 681
AUTRES	297 566	298 459
TOTAL	467 472	470 604

- **Rapprochement Passifs sectoriels avec les états financiers**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013 retraité
Passifs Sectoriels	467 472	470 604
Capitaux Propres	351 574	333 671
TOTAL PASSIF	819 046	804 275

- **Eléments de flux par secteur d'activités**

En milliers d'euros	Investissements en immobilisations incorporelles			Investissements en immobilisations corporelles			Dotations aux amortissements et aux provisions		
	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité	2014.04	2013.04 retraité	2013.10 retraité
CASINOS	(49)	(49)	(74)	(9 636)	(10 505)	(21 578)	14 110	15 258	39 147
HOTELS	(3)	-	(6)	(756)	(764)	(1 086)	1 532	1 472	3 011
INTERACTIVE	-	(191)	(195)	(39)	(69)	(82)	749	1 339	7 942
AUTRES	(18)	(13)	(41)	(712)	(1 962)	(1 342)	2 008	2 051	2 964
TOTAL	(71)	(254)	(317)	(11 143)	(13 300)	(24 088)	18 399	20 120	53 064

- **Informations par Zone Géographique**

Chiffre d'affaires par zones géographiques En milliers d'euros	30 avril 2014 semestre	%	30 avril 2013 semestre	%	31 octobre 2013 Annuel	%
France	173 332	83,4%	184 500	84,0%	362 958	83,2%
Europe (hors France)	33 852	16,3%	34 602	15,7%	71 939	16,5%
Etranger	552	0,3	567	0,3%	1 480	0,3%
TOTAL	207 736	100%	219 669	100%	436 378	100%

- **Note 14 – Autres produits et charges opérationnels**

- **Autres produits et charges opérationnels courants**

En milliers d'euros	30 avril 2014	30 avril 2013	31 octobre 2013
Résultat net de cession des éléments d'actifs	11	(4)	(248)
Variations des provisions d'actifs courant	732	(397)	(142)
Variations des provisions passif	(89)	(89)	176
Charges et Produits opérationnels divers courants	(4 832)	(2 742)	(8 082)
Autres charges & produits opérationnels courants	(4 177)	(3 231)	(8 297)

• **Détail au 30 avril 2014 du poste « Charges et Produits opérationnels divers courants » :**

Charges spécifiques aux cahiers des charges	(5 682)
Dégrèvement d'impôts – Abattements Manifestation Artistique de Qualité	1 491
Subventions d'Investissements virées au résultat de l'exercice	740
Autres charges et produits	(1 381)
Total « Charges et produits opérationnels divers courants »	(4 832)

• **Autres produits et charges opérationnels non courants**

En milliers d'euros	30 avril 2014	30 avril 2013	31 octobre 2013
Résultat net de cession des éléments d'actifs	(25)	222	(2 498)
Charges et Produits opérationnels divers	-	-	-
Autres charges & produits opérationnels non courants	(25)	222	(2 498)

Le résultat net de la cession de l'ensemble immobilier Reno est inclus dans cette rubrique.

○ **Note 15 - Résultat sur cessions de participations consolidées**

Les 19 265 K€ au 30 avril 2014 sont principalement composés du résultat de cession des casinos de Knokke, SIKB Immo, Dinant et Hauteville (cf. Note 31 du Chapitre 20 du rapport annuel 2013).

○ **Note 16 - Résultat Financier**

En milliers d'euros	30 avril 2014	30 avril 2013	31 octobre 2013
Coût de l'endettement	(4 957)	(4 910)	(9 706)
Coût de la couverture de taux	(477)	(658)	(1 320)
Produits des placements	392	461	849
Frais financiers nets	(5 042)	(5 108)	(10 177)
Charges financières liées aux contrats IAS 17	(93)	(38)	-
Variation de la juste valeur des instruments de couverture (part inefficace)	-	7	-
Coût de l'endettement financier (a)	(5 135)	(5 138)	(10 177)
Gains de change	864	1 133	2 106
Pertes de change	(145)	(161)	(558)
Dividendes (sociétés non consolidés)	108	-	-
Autres	221	144	190
Dotations et reprises financières	(199)	(64)	(1 999)
Autres produits et charges financiers (b)	849	1 052	(261)
Résultat financier (a+b)	(4 286)	(4 086)	(10 438)

Le coût de l'endettement est stable par rapport à celui du 1^{er} semestre 2013 en raison des effets conjugués :

- du non amortissement des dettes bancaires lié à la procédure de sauvegarde.
- de la relative stabilité des taux de référence du marché.

○ Note 17- Engagements commerciaux et financiers

● Engagements hors bilan liés au périmètre

- Engagements donnés au 30 avril 2014 :

Néant

- Engagements reçus au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Avals, cautions et nantissements	4 050	4 050
Total	4 050	4 050

Au 30 avril 2014, les avals, cautions et nantissements ci-dessus portent sur la couverture de la créance sur la Société Française de Casinos à hauteur de 3 400 K€ et de la créance sur le casino de Saint Honoré à hauteur de 650 K€,

● Engagements hors bilan liés au financement

- Engagements donnés au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	Paiements dus par période			31 octobre 2013
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dettes à long terme (dettes bancaires assorties de garanties)	239 737	85 829	153 908	-	235 192
Crédit- Bail	373	258	115	-	516
Total	240 109	86 087	154 023	-	235 708

- Engagements reçus au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Crédit-bail	900	720
Total	900	720

● Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

- Engagements donnés au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	Paiements dus par période			31 octobre 2013
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Contrats de location simple (baux, contrats location mobilière)	80 681	10 587	27 025	43 069	85 156
Nantissements ou hypothèques	-	-	-	-	-
Avals et cautions	6 062	27	45	5 990	6 018
Traites et effets émis	-	-	-	-	-
Garanties de passif	-	-	-	-	-
Autre engagements financiers	1 650	1 650	-	-	1 650
Autres engagements commerciaux	7 073	2 393	2 526	2 154	8 313
Engagements au titre du cahier des charges	72 221	7 323	28 002	36 896	78 863
Total	167 687	21 980	57 598	88 109	180 000

- Engagements reçus au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Retour à meilleur Fortune	98	98
Contrats de location simple (baux, contrats location mobilière, divers autres)	7 093	7 232
Avals & cautions	980	576
Garantie de passif	-	-
Autres engagements commerciaux	691	737
Total	8 862	8 644

La ligne « Contrats de location simple reçus » enregistre principalement pour 6 M€ les engagements de location d'espaces évènementiels du Palm Beach.

• Engagements d'investissement

- Engagements donnés au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	Paiements dus par période			31 octobre 2013
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Engagements liés aux investissements	37	37	-	-	82
Total	37	37	-	-	82

Les engagements déclarés ici en 2014 concernent des travaux de l'Hôtel International de Lyon et du casino de Royat.

- Engagements reçus au 30 avril 2014 :

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Engagements reçus sur marché	357	670
Total	357	670

Les engagements déclarés dans ce tableau concernent les garanties reçues des fournisseurs de travaux dans le cadre de la construction du site d'exploitation du Pasino de la Grande Motte.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan.

○ Note 18. Activités en cours de cession

La cession des murs et du fonds de commerce de l'hôtel Hilton de Lyon a été arrêtée à 25 M€ en mai 2014, et devrait être conclue de manière définitive sur le deuxième semestre 2014. Ces actifs ont été reclassés sous le poste Actifs destinés à être cédés au 30 avril 2014 pour 21,6 M€. Le Groupe Partouche conservera les murs du casino mitoyen (Le Pharaon).

Sont toujours sous promesses de vente et devraient se finaliser dans le courant de l'exercice les cessions de l'ancien bâtiment du casino de La Grande Motte pour 4,5 M€ d'une part et des murs non exploités à Vichy pour 3,3 M€ d'autre part.

- **Bilan Actif**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Actifs non courants	26 121	15 561
Casino de la Grande Motte	4 500	4 500
Hôtel International de Lyon	21 621	-
Casino De Knokke	-	4 884
SIKB	-	1 768
RENO	-	1 658
Casino de Dinant	-	871
Casino de Hauteville Lompnes	-	1 880
Actifs courants		814
Casino De Knokke	-	551
SIKB	-	1
Casino de Dinant	-	159
Casino de Hauteville Lompnes	-	104
Total Actifs destinés à être cédés	26 121	16 376

Les cessions des casinos de Knokke, Dinant, Hauteville, et de la société SIKB immo (voir Note 15), ainsi que la vente de l'ensemble immobilier Reno (voir Faits marquants et Note 14) sont effectivement intervenues sur le semestre. Pour la composition détaillée du poste au 31/10/2013, se reporter à la Note 31 du Chapitre 20 du rapport annuel 2013.

- **Détail des actifs non courants destinés à être cédés**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Immobilisations incorporelles	2 566	364
Ecart d'acquisition	3 481	5 817
Immobilisations corporelles	20 074	9 380
Autres actifs financiers non courants	-	-
Impôts différés	-	-
Autres Actifs non courants	-	-
Actifs non courants	26 121	15 561

- **Bilan Passif**

En milliers d'euros	30 avril 2014	31 octobre 2013
Passifs non courants	-	109
Casino De Knokke	-	16
Casino de Hauteville Lompnes	-	93
Passifs courants	-	3 865
Casino De Knokke	-	1 828
SIKB	-	2
Casino de Dinant	-	1 304
Casino de Hauteville Lompnes	-	731
Total passifs destinés à être cédés	-	3 973

○ Evènements Postérieurs à l'arrêté et Opérations en Cours

Se reporter au paragraphe « Perspectives » du Rapport semestriel d'activité 2014.

B-RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2014

○ FAITS MARQUANTS

Le holding Groupe Partouche a sollicité et obtenu, auprès du tribunal de commerce de Paris, l'ouverture d'une procédure de sauvegarde le 30 septembre 2013.

Groupe Partouche a élaboré au cours du premier semestre 2014 un plan de sauvegarde qui a été, fin mars 2014, adopté à l'unanimité des membres des comités des établissements de crédit et assimilés et des principaux fournisseurs.

Comme détaillé dans le communiqué de la société en date du 31 mars 2014, ce plan apporte une solution satisfaisante au problème de l'échéancier de règlement de la dette de Groupe Partouche et s'accompagne d'avancées favorables dans ses modalités.

L'homologation de ce plan par le tribunal de commerce de Paris devrait intervenir dans les prochaines semaines. Dans l'attente, la période d'observation de Groupe Partouche SA a été renouvelée par jugement du 24 mars 2014, pour une nouvelle période de 6 mois soit jusqu'au 30 septembre 2014.

Au début du 1er semestre 2014, Groupe Partouche a cédé les sociétés des Casinos de Knokke, Dinant, et Hauteville, ainsi que la société belge SIKB Immo, dégageant une plus-value de cession de plus de 19 millions d'euros dans les comptes semestriels au 30 avril 2014. Ces sociétés étaient traitées selon la norme IFRS5 dans les comptes annuels clos le 31 octobre 2013, au niveau des postes du bilan : « Actifs destinés à être cédés » et « Passifs destinés à être cédés ».

Le groupe applique à compter du 1er novembre 2013 la norme IAS 19 Révisée « Avantages au personnel – régimes à prestations définies », qui a un impact sur la présentation des états financiers détaillée au point 2 de la Note 2 : « Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'information financière semestrielle au 30 avril 2014.

○ ACTIVITE DU GROUPE

La ventilation des différentes masses conduisant à l'élaboration du chiffre d'affaires est présentée dans le tableau suivant :

SYNTHESE DE L'ACTIVITE S1 - 2014					
en millions d'euros		S1-2014	S1-2013	Ecart	Evolution
	France	27,0	29,7	-2,6	-8,9%
	Etranger	15,3	11,7	3,6	31,2%
PBJ de contrepartie et de cercle (*)		42,4	41,3	1,0	2,4%
% du PBJ total		14,0%	13,0%		
	France	223,7	232,5	-8,8	-3,8%
	Etranger	37,5	43,5	-6,0	-13,9%
Produit Brut MAS		261,2	276,1	-14,9	-5,4%
% du PBJ total		86,0%	87,0%		
	France	250,7	262,2	-11,5	-4,4%
	Etranger	52,8	55,2	-2,4	-4,4%
PBJ total du Groupe		303,5	317,4	-13,9	-4,4%
	France	121,3	127,6	-6,3	-5,0%
	Etranger	20,3	22,3	-2,0	-9,1%
Prélèvements Groupe		141,6	149,9	-8,4	-5,6%
	France	48,4%	48,7%		
	Etranger	38,5%	40,5%		
Taux de prélèvement		46,6%	47,2%		
	France	129,5	134,6	-5,1	-3,8%
	Etranger	32,5	32,9	-0,4	-1,1%
Produit Net Jeux		162,0	167,5	-5,5	-3,3%
% du CA total		78,0%	76,2%		
	France	43,9	49,9	-6,0	-12,1%
	Etranger	1,9	2,3	-0,4	-17,2%
CA Hors jeux		45,8	52,2	-6,4	-12,3%
% du CA total		22,0%	23,8%		
	France	173,3	184,5	-11,2	-6,1%
	Etranger	34,4	35,2	-0,8	-2,2%
Chiffre d'affaires		207,7	219,7	-11,9	-5,4%

(*) le PBJ de contrepartie et de cercle du tableau ci-dessus inclut le PBJ des paris sportifs en ligne (CKO Betting)

L'activité du semestre doit s'analyser en prenant en compte l'évolution du périmètre suite aux cessions des casinos de Hauteville, Knokke et Dinant, présents partiellement dans les comptes semestriels de l'exercice en cours. Le tableau suivant fournit une évolution à périmètre comparable :

en M€	S1-14	Sociétés cédées	S1-14 net des sociétés cédées	S1-13	Sociétés cédées	S1-13 net des sociétés cédées	Evolution en % à périmètre comparable
PBJ	303,5	3,0	300,5	317,4	10,2	307,2	-2,2%
Prélèvements	(141,6)	(0,9)	(140,7)	(149,9)	(3,0)	(147,0)	-4,3%
PNJ	162,0	2,1	159,9	167,5	7,3	160,2	-0,2%
CA autres activités	45,8	0,2	45,6	52,2	0,8	51,4	-11,2%
CA total	207,7	2,3	205,5	219,7	8,1	211,6	-2,9%

PBJ

Le PBJ total du 1^{er} semestre de l'exercice 2014 s'élève à 303,5 M€, en recul de -4,4% par rapport au 1^{er} semestre 2013. Ce recul doit toutefois s'apprécier en tenant compte de l'évolution du périmètre liée aux cessions de trois casinos.

➤ **PBJ Casinos France**

Le PBJ des casinos français atteint 250,7 M€ contre 262,2 M€ en 2013, en recul de -11,5 M€ (-4,4%). A périmètre comparable, soit en neutralisant la présence du casino de Hauteville, le recul est de -4,1%.

Le PBJ des jeux traditionnels, en recul de -2,6 M€ est notamment influencé par le Palm Beach de Cannes (-3,0 M€). Celui des machines à sous s'inscrit en baisse de -8,8 M€ (-3,8%).

➤ **PBJ Casinos étrangers**

Le PBJ des casinos étrangers (-9,0%) doit s'analyser en prenant en compte l'évolution du périmètre suite aux cessions des casinos de Knokke et Dinant, présents respectivement pour un et deux mois dans les comptes semestriels de l'exercice en cours.

en M€	S1-2014	S1-2013	Ecart	Evolution
PBJ Casinos étrangers	49,8	54,7	-4,9	-9,0%
<i>dont Knokke</i>	1,0	5,7	-4,7	
<i>dont Dinant</i>	1,5	3,3	-1,8	
PBJ Etranger à périmètre comparable	47,3	45,6	1,7	3,6%

En neutralisant ces casinos, l'évolution globale des autres établissements est positive de 3,6% (+1,7 M€). Cette progression est principalement due au développement du PBJ online lié à l'exploitation des licences belges des casinos d'Ostende et Chaudfontaine (+ 3,1 M€).

➤ **PBJ Paris sportifs en ligne**

Enfin, au PBJ des casinos s'ajoute le PBJ des paris sportifs de la filiale CKO Betting, s'élevant à 3,1 M€, contre 0,5 M€ en 2013.

CA

Compte-tenu d'une légère baisse du taux de prélèvement lié à la progressivité des barèmes et à l'application de taux de prélèvements plus faibles sur le Online, le PNJ du semestre n'est plus en recul que de -3,3% par rapport au 1^{er} semestre 2013.

Le chiffre d'affaires hors jeux atteint 45,8 M€ sur le semestre (-6,4 M€), influencé par

- Les activités annexes des casinos (-2,1 M€) dont l'effet périmètre.
- Les hôtels (-1,2 M€), dont HIL pour -0,8 M€.
- Interactive (-3,3 M€) dont l'activité a été progressivement arrêtée en 2013 (l'arrêt de l'activité P. Gaming France et la non reconduction d'une opération ponctuelle réalisée en N-1 par P. Technologies, ayant des impacts respectifs sur la période de -1,0 M€ et -2,2 M€).

Le chiffre d'affaires du premier semestre atteint 207,7 M€ en recul de -2,9% à périmètre comparable.

○ RESULTAT

Rappel : Les données du premier semestre 2013 présentées sont impactées par le retraitement rétroactif IAS19 R évoqué en Faits marquants.

Le résultat opérationnel courant (ROC) du groupe atteint 14,7 M€ contre 17,3 M€ en 2013. L'analyse par secteur d'activité met en évidence la localisation essentielle de la baisse du ROC dans les secteurs casinotier et hôtelier.

Face à un recul d'activité de -9,9 M€ (y compris impact des variations de périmètre), le recul du ROC du secteur des casinos est maîtrisé et atteint -3,3 M€, dont -2,7 M€ en France.

Rappelons que les trois casinos de Hauteville, Knokke et Dinant, sont partiellement présents sur le premier semestre 2014, et que leur sortie contribue à la baisse du chiffre d'affaires à hauteur de -5,8 M€, et n'impacte pas celle du ROC de manière significative.

L'impact de la cession de ces trois casinos est présenté dans le tableau suivant :

Secteur Casinos En millions d'euros	1er sem. 2014	casinos cédés au 1er sem. 2014	1er sem. 2014 net des casinos cédés	1er sem. 2013 retraité IAS 19R	casinos cédés au 1er sem. 2014	1er sem. 2013 net des casinos cédés
Chiffre d'affaires	191,6	2,3	189,3	201,5	8,1	193,4
Achats et charges externes	-51,3	-1,1	-50,1	-51,9	-3,4	-48,5
Impôts et taxes	-8,4	0,0	-8,4	-8,5	-0,1	-8,4
Charges de personnel	-80,2	-1,1	-79,1	-84,9	-3,9	-81,0
Amort et dépréc° sur immobilisations	-14,7	-0,1	-14,5	-16,0	-0,7	-15,2
Autres produits & charges opé. Courantes	-4,4	-0,1	-4,3	-4,2	-0,2	-4,0
Résultat opérationnel courant	32,7	-0,3	32,9	36,0	-0,2	36,3

Le ROC du secteur hôtelier s'inscrit en recul de -0,3 M€ sous l'influence principale du Hilton de Lyon.

Le secteur Interactive présente un ROC stable, la baisse d'activité s'étant accompagnée d'une réduction des charges opérationnelles à due concurrence.

Enfin le secteur Autres activités enregistre une progression du ROC de 0,9 M€, grâce en partie aux économies opérées par le holding Groupe Partouche SA.

S'agissant des évolutions significatives des postes de charges opérationnelles, le poste Achats et charges externes est en réduction de -1,5 M€ grâce aux économies de charges réalisées, dont les plus significatives sont induites par l'arrêt d'activité de Partouche Gaming France (-1,5 M€) et la baisse des coûts de sponsoring (-1 M€). Les sociétés sortantes contribuent favorablement à la baisse du poste pour -2,3 M€. A l'inverse les coûts de sous-traitance liés au développement du PBJ online belge et aux paris en ligne augmentent de 5,2 M€ entre les deux périodes, en lien avec la croissance du chiffre d'affaires de ces activités.

Les Charges de personnel représentent 91,8 M€, en réduction de -7,2 M€ témoignent au-delà de l'impact de cessions (-2,7) et des restructurations du pôle Interactive (-1,5 M€) de la persistance des efforts de maîtrise de ces charges initiée depuis plusieurs exercices et concernant l'ensemble du groupe.

Le résultat opérationnel non courant enregistre cette année pour 19,3 M€ le résultat des cessions de participations, dont 19,3 M€ pour les filiales belges.

Le résultat opérationnel s'élève ainsi à 33,9 M€ en progression de 16,4 M€.

Le résultat financier est une charge nette de -4,3 M€, voisine de celle de 2013 ; en effet sa principale composante, le coût de l'endettement, est resté stable en raison des effets conjugués du non amortissement des dettes bancaires lié à la procédure de sauvegarde et de la relative stabilité des taux de référence du marché.

Le résultat avant impôt est un bénéfice de 29,6 M€ et après une charge d'impôt (CVAE incluse) de -3,3 M€ le résultat net du semestre est un bénéfice de 26,3 M€, en progression de 18,3 M€ sur la période. Dans ce résultat net, la part du groupe est un bénéfice de 22,3 M€ contre un bénéfice de 3,6 M€ en 2013.

o BILAN

Rappel : Les données de la clôture précédente au 31 octobre 2013 présentées sont impactées par le retraitement rétroactif IAS19 R évoqué en Faits marquants.

Les évolutions notables du bilan sur la période semestrielle par rapport au 31 octobre 2013 sont, après prise en compte du classement (IFRS5) d'une quote-part des actifs de l'hôtel Hilton de Lyon sous le poste « Actifs destinés à être cédés » pour 21,6 M€ (voir paragraphe « Perspectives ») :

- une augmentation de la trésorerie active du groupe de 34,3 M€ qui s'explique par l'absence de remboursement des échéances du crédit syndiqué en raison de la procédure de sauvegarde de Groupe Partouche SA en cours,
- une hausse des capitaux propres du groupe de 17,9 M€ sous l'influence du résultat net, qui atteignent 351,6 M€,
- une hausse des intérêts courus sur emprunts de 4,6 M€ au titre des intérêts de la période, non remboursés du fait de la procédure de sauvegarde.

La structure financière du groupe connaît l'évolution suivante :

En millions d'euros	30/04/2014 6 mois	31/10/2013 12 mois retraité IAS19R	30/04/2013 6 mois retraité IAS19R
Capitaux propres	351,7	333,7	345,8
EBITDA consolidé	35,9	72,0	37,8
Endettement brut *	272,4	268,0	268,0
Trésorerie nette des prélèvements	118,7	84,4	65,0
Endettement net	153,7	183,6	203,1
Ratio Endettement net / Capitaux propres (« gearing »)	0,44	0,55	0,59

* la notion d'endettement brut comprend les emprunts bancaires et crédit-baux retraités, les intérêts courus, les Emprunts et dettes financières divers, les concours bancaires et les instruments financiers.

○ COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX

➤ Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Le flux total s'élève à 28,2 M€ contre 15,8 M€ au 30 avril 2013. Cette hausse, malgré une baisse constatée de l'EBITDA de -1,8 M€ entre les deux périodes, s'explique principalement par :

- l'évolution favorable du BFR (-0,01M€ contre -10,2 M€ au 30 avril 2013),
- un montant d'intérêts et impôts payés sur la période en diminution de -6,7 M€

➤ Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Ce flux s'avère représenter une ressource de trésorerie de 13,7 M€, comprenant principalement :

- un flux de cessions de sociétés consolidées de 22,8 M€, attaché essentiellement à la vente de sociétés belges évoquées en Faits marquants
- un flux de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles de 1,9 M€ incluant principalement la vente d'un actif immobilier aux Etats-Unis pour un montant de 1,7 M€.
- un flux d'acquisition de matériels et agencements divers, répartis sur l'ensemble des filiales du groupe pour -11,1 M€.

➤ Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Compte tenu de la procédure de sauvegarde appliquée au holding Groupe Partouche SA et du gel de la dette financière ainsi provoqué, le flux de trésorerie liés aux activités de financement représente un emploi de trésorerie de -7,9 M€ (contre -28,6 M€ au 30 avril 2013), constitué essentiellement par le paiement de dividendes aux minoritaires.

○ PERSPECTIVES

Comme annoncé dans le document de référence 2013 et repris ci-dessus dans les faits marquants, l'exercice 2014 en cours doit voir l'issue de la procédure de sauvegarde de la holding Groupe Partouche avec l'homologation par le tribunal de commerce de Paris du plan déjà adopté par les parties. Par rapport à l'ancienne situation, les principales avancées favorables à la société sont les suivantes :

- Un étalement de l'échéancier de remboursement du crédit syndiqué sur plus de 8 ans, avec une échéance finale en décembre 2022.
- Une marge réduite à 3,25% dès décembre 2016, contre 3,50 % précédemment.
- La suppression de nombreuses contraintes comme la limitation du volume d'investissements, le respect de ratios financiers et le mécanisme du reversement du cash flow excédentaire.
- A noter également l'absence de toute obligation de cession d'actifs. Néanmoins en cas de cession d'actifs, 50% du produit net de cession ira en remboursement anticipé du crédit syndiqué, par imputation sur les annuités restant dues.

L'ensemble de ces éléments permettra au Groupe Partouche d'envisager plus sereinement désormais son avenir, et d'œuvrer de manière adéquate avec des emplois de fonds judicieux, dans un contexte économique demeurant difficile.

Ce contexte nouveau se traduit également par la concrétisation de cessions négociées parfois de longue date ; après celles qui ont marqué les comptes du premier semestre 2014, c'est la vente des murs et fonds du Hilton de Lyon pour 25 M€ qui a été récemment signée. Le désendettement du groupe sera ainsi poursuivi.

C- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE - SEMESTRE CLOS AU 30 AVRIL 2014

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société GROUPE PARTOUCHE SA, relatifs à la période du 1^{er} novembre 2013 au 30 avril 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note « Faits marquants » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille et Paris, le 24 juin 2014

MCR BAKER TILLY

France Audit Expertise

Alexandra MATHIEU

Emmanuel QUINIOU